

Les sociétés rurales de l'Ouest malgache : des transformations profondes et complexes

Emmanuel Fauroux *

Dans l'Ouest et le Sud-Ouest malgaches (1), le monde rural semble n'avoir pas changé, même si les bœufs y sont moins nombreux qu'autrefois. A première vue, les villages des années 2000 ont exactement le même aspect que ceux des années 1960 ou 1980. Malgré la « crise » (2) dont tout le monde parle comme d'une évidence, on y ressent toujours la même atmosphère faite de sérénité et de gaieté.

Pourtant, derrière les apparences, rien n'est plus tout à fait comme avant. On assiste aujourd'hui à une crise économique sévère dont le paroxysme a probablement eu lieu au début des années 1980 (au moment où les effets sociaux des difficultés politiques de 1973-1975 se sont faits pleinement sentir) et au début des années 1990 quand la région dut affronter les effets cumulés de divers désastres d'origine naturelle (la sécheresse du grand Sud et les dégâts liés au cyclone Cynthia de 1991).

Ces événements ont déstabilisé la société villageoise en provoquant sur elle des effets complexes, parfois contradictoires. Alors que l'Etat central malgache a lui aussi beaucoup changé, l'aspect le plus nouveau de la situation des provinces réside sans doute, aujourd'hui, dans un consensus à peu près général pour réhabiliter le niveau local autour d'un petit nombre de notions qui se sont maintenant imposées partout : développement durable, gestion décentralisée des ressources renouvelables, logiques participatives. Les complexes dynamiques villageoises

**Afrique
contemporaine**
N° 202-203
avril-sept. 2002

Un essor
économique
en question

111

* Anthropologue, IRD, Tuléar.

(1) On définit généralement l'Ouest comme compris entre les fleuves Mangoky, au sud, et Manombo, au nord, et le Sud-Ouest entre les fleuves Menarandra, au sud, et Mangoky, au nord. Dans l'Ouest, les Sakalava constituent le principal groupe originel. Dans le Sud-Ouest, les autochtones sont les Mahafale, les Tanosy émigrés, les Bara et les Masikoro (ces derniers entre les fleuves Onilahy et Fiherenena. Sur tout le littoral Ouest, d'Androka au Tsiribihy, les Vezo se sont spécialisés dans la pêche en mer.

(2) Le premier semestre 2002 a été marqué par une sévère crise politique liée à la contestation des résultats du second tour de l'élection présidentielle.

actuelles, décrites ici d'une manière encore trop schématique, résultent de l'interaction entre l'effet spontané des difficultés de longue durée et des transformations récentes liées à cette réhabilitation du niveau local

● **Une crise sévère des sociétés rurales**

Le Sud, le Sud-Ouest et l'Ouest malgaches se présentaient, autrefois, comme un paradis pour éleveurs de bœufs. L'eau n'y était pas rare, au nord de l'Onilahy et du Fiherenena, et elle l'était de moins en moins, malgré une longue saison sèche, quand, en direction du nord, on dépassait le Mangoky, puis le Tsiribihy et le Manambolo. On y trouvait d'immenses espaces presque vides d'hommes, associant pâturages et forêts. Celles-ci étaient à la fois redoutées, en raison des dangers surnaturels qu'elles recelaient, et sécurisantes par la gamme d'ignames sauvages, de plantes médicinales, de bois d'œuvre, de gibier, etc. qu'elles offraient. Ce milieu forestier disposait, en outre, d'une précieuse élasticité : si nécessaire, on pouvait, en l'incendiant avec prudence, soit en repousser la lisière et ouvrir de nouveaux pâturages de savane, soit, sans grands dommages pour l'environnement, y cultiver quelques hectares en abattis brûlés (*hatsake tetik'ala* en malgache).

Pendant des siècles, la forêt a ainsi pu donner aux habitants originels de ces régions, les Sakalava, l'image d'une nature prolifique et bienfaisante, à condition que les hommes maintiennent une attitude de réserve respectueuse à l'égard des forces surnaturelles.

Les anciennes sociétés pastorales

L'organisation sociale locale, relativement simple, reposait, sur deux types de structures, à la fois rivales et complémentaires : parenté et alliance, d'une part ; rapports de clientèle, de l'autre. Ce que l'on pourrait appeler des « médiateurs », placés à l'interface entre les forces surnaturelles et les hommes vivants, assuraient enfin une sorte de troisième pouvoir transversal, qui soutenait et, parfois, concurrençait les deux structures précédentes.

La parenté et l'alliance

Les rapports de parenté constituaient la base de la société. Les anciens clans (3) avaient essaimé en lignages (4) sous le contrôle de chefs, les *mpitoka hazomanga* (les aînés des lignées aînées) qui assuraient aussi la fonction de *mpisoro* (officiant pour les cérémonies lignagères). Leur responsabilité était grande. Il leur appartenait de gérer les rapports entre les ancêtres (les membres défunts du lignage) et les vivants (leurs descendants directs). Les cérémonies lignagères étaient la clé de ces rapports. Si elles étaient réussies,

(3) Dans la définition sakalava ou masakoro de la notion que nous retenons ici, on entend par clan l'ensemble des descendants en filiation principalement patrilinéaire d'un ancêtre commun reconnu comme fondateur du groupe. Le clan se définit par un nom, par des traditions spécifiques, par une marque d'oreille pour ses bœufs (sorte de blason) et par un ensemble d'interdits qui lui sont propres. Avec le temps, les membres d'un même clan se sont dispersés dans l'espace. Aucune cérémonie, aucun événement collectif ne permet aux membres d'un même clan de se réunir. Les membres d'un même clan ne se connaissent pas. Il n'existe aucune autorité clanique centralisée.

(4) Le lignage est composé par l'ensemble des membres d'un même clan vivant dans une même unité de résidence et une même unité cérémonielle sous l'autorité d'un chef lignager, le *mpitoka hazomanga*, qui est aussi le responsable cérémoniel du groupe. Tous les membres d'un même lignage se connaissent et connaissent la situation généalogique de chacun.

déployant avec faste tous les registres de l'ostentation, les ancêtres, satisfaits, accordaient la prospérité et la richesse à leurs descendants méritants. Dans le cas contraire, on pouvait s'attendre à ce que survienne le malheur, sous la forme de simples coups de semonce (maladies des hommes et du bétail, mauvaises récoltes), ou parfois d'une manière plus définitive (morts, famine, défaites...). L'habileté du *mpitoka hazomanga* se déployait aussi bien en direction des ancêtres, dont on devait exaucer les désirs et calmer l'éventuelle mauvaise humeur, qu'en direction des vivants. Il devait prévenir les conflits au sein du lignage, construire des alliances solides avec des partenaires fiables et forts, tout en veillant à la puissance du groupe et à l'expression ostentatoire de cette puissance pour remporter la course locale au prestige.

Grâce au prestige acquis lors de cérémonies fastueuses (et coûteuses en bœufs), les responsables du lignage trouvaient aisément des conjoints pour leurs enfants, ainsi qu'une main-d'œuvre dévouée, attirée par la réputation de générosité de l'employeur. Les perdants, en revanche, avaient bien tout perdu : ils n'avaient plus de bœufs et leur investissement n'avait rien rapporté. Le gaspillage était donc réel au niveau de l'ensemble de la société, mais il ne l'était pas pour les quelques vainqueurs de la compétition sociale qui, justement, avaient besoin que les pauvres continuent à être pauvres pour conserver leur prééminente fonction d'aide aux déshérités. Les solidarités d'ensemble sont toujours faibles en effet quand chaque lignage perçoit comme des défaites directes les succès des lignages rivaux.

Les rapports de clientèle

Une logique de générosité du riche soutenait les rapports de clientèle qui pouvaient être indépendants des rapports de parenté. Un éleveur, devenu riche par son habileté, sa chance et surtout par son aptitude à utiliser intelligemment la filière des vols de bœufs, pouvait ainsi élaborer, par ambition personnelle, des stratégies distinctes de celles de son lignage. Au lieu de consacrer, comme il l'aurait dû, l'intégralité de ses nouvelles richesses à la renommée de celui-ci et à celle de son chef, il pouvait s'en servir discrètement pour prêter/donner des bœufs à des pauvres n'appartenant pas à son lignage et qui devenaient ainsi ses « obligés ». Une générosité habilement dosée (des bœufs offerts sans contrepartie immédiate à des « pauvres » trop démunis pour pouvoir accomplir une cérémonie aux ancêtres qui soit considérée comme acceptable par eux) pouvait permettre au riche propriétaire, le *mpañarivo*, de contrôler des « clients-dépendants », prêts à travailler quasi gratuitement pour lui, et à lui rendre de multiples services (protéger ses bœufs, l'aider à en voler...). La concurrence entre un vieux *mpitoka* et un *mpañarivo* plus jeune, énergique et ambitieux, se terminait le plus souvent par la formation d'un nouveau lignage sous l'autorité du dernier qui, devenu *mpitoka*, vieillissait à son tour et, après quelques années, devait gérer l'émergence de l'un de ses sujets, ambitieux, en train de devenir lui aussi un *mpañarivo*. C'était là l'un des mécanismes fréquents de la segmentation lignagère.

La dépendance à l'égard d'un *mpañarivo* était plutôt le fait d'individus qui tentaient de sortir discrètement du marasme de leur situation. Pourtant, des lignages pauvres pouvaient, parfois, devenir en leur entier dépendants de lignages plus puissants. Quand un lignage protégeait ainsi de nombreux groupes lignagers, on passait de rapports de parenté, d'alliance ou de clientèle à des rapports nettement politiques, de type chefferie ou royaume. Chefs et souverains étaient au fond des *mpañarivo* qui avaient réussi à étendre les rapports de clientèle bien au-delà du cercle restreint qui leur était normalement réservé.

Les pouvoirs liés à la Surnature

Dans les représentations de la Surnature qui prévalent dans l'Ouest malgache, il existe de multiples forces spirituelles qui ne communiquent pas aisément avec les humains

ordinaires. Divers médiateurs facilitent cette communication, d'autant plus délicate que toute erreur peut être lourde de conséquences et entraîner la maladie la mort ou, encore plus grave, des malédictions qui peuvent s'étendre sur plusieurs générations. Si les rapports avec les ancêtres lignagers sont gérés par le *mpitoka hazomanga*, les autres éléments de la Surnature concernent des spécialistes, les *ombiasy* (devins-guérisseurs), qui savent interpréter la volonté de ces forces par la divination (*sikily*) et par l'interprétation des rêves. Ils connaissent aussi les destins individuels qui, dans la culture malgache, ne sont pas conçus en termes de fatalité : les sages conseils d'un *ombiasy* permettent donc d'éviter des événements néfastes ; les grands *mpitoka* comme les *mpañarivo* fameux bénéficient tous du soutien discret et des conseils judicieux de grands *ombiasy*.

Les possédés méritent une place à part (5). Les esprits de grands personnages d'antan, ou de personnes décédées dans des circonstances tragiques (surtout par noyade), les ont choisis, croit-on, afin de parler par leur bouche. C'est pourquoi ces possédés ont le pouvoir de guérir des malades, de résoudre certains problèmes personnels (fidéliser un époux volage, par exemple) ou encore de diffuser des messages à portée politique : « Vous, les Sakalava, cessez de vous laisser dominer par des migrants qui ne respectent pas les anciens interdits et les *lilindraza* (6) ! » Les grands possédés contribuent à sécuriser le monde villageois. Grâce au respect dû aux esprits qu'ils hébergent, ils jouissent d'un prestige non négligeable ; on accepte leur avis quand des décisions sont à prendre, même si ces possédés sont souvent des gens au statut social marginalisé (femme stérile, membres, généalogiquement mal placés, de lignages secondaires...).

Dans la société sakalava ancienne (7), les problèmes essentiels n'étaient pas d'ordre économique, car les bœufs étaient innombrables et la forêt jamais très éloignée. Les hommes étant rares, la question centrale devenait de trouver les moyens de contrôler assez d'hommes pour constituer un groupe suffisamment large pour survivre sans passer sous la dépendance d'un autre. Ces unités locales ne devaient pourtant pas être trop vastes : les trop grands troupeaux engendraient des difficultés logistiques et, d'autre part, les conflits internes des membres d'un groupe se développaient très vite.

La bonne solution semble alors avoir été trouvée dans ce que l'auteur de ces lignes a défini ailleurs comme une « toile d'araignée mobile ». Dans ce modèle, chaque groupe, de taille modeste, gérait des pâturages de faibles dimensions que l'on abandonnait sans regrets après quelques années, voire quelques mois. Mais, en cas d'alerte, on savait pouvoir compter sur un nombre important de parents, de frères de sang, de parents à plaisanterie (8), de beaux-parents, de dépendants, vivant à quelques heures de marche et que l'on pouvait envoyer quérir au plus vite par de rapides messagers.

(5) Les formes de possession sont trop diverses pour être détaillées ici. Les principales sont le *tromba* (un esprit, clairement identifié en général, fait irruption dans le corps d'une personne qu'il a choisie et, par son intermédiaire, soigne les malades venus en consultation ou, plus rarement, diffuse des messages d'ordre politique), le *bilo* (les esprits restent anonymes et demandent l'organisation d'une grande cérémonie très coûteuse pour libérer la personne possédée, alors assimilée à une malade), le *vorombe* (une variante du *tromba* spécifique des *Vezo* du littoral)...

(6) Les *lilindraza* (littéralement « les lois établies par les ancêtres ») constituent un corpus de règles sociales transmises par les ancêtres, que tout le monde connaît, même si elles ne sont enseignées nulle part, et que tout le monde est tenu de respecter scrupuleusement sous peine de déclencher du *havaoa* (voir note 27).

(7) Voir Emmanuel Fauroux, *Les transformations des sociétés rurales malgaches à la fin du XX^e siècle. – 1^{re} partie : La société sakalava ancienne*. CNRE/IRD/Regards, Antananarivo, Tuléar, Pessac, 2002.

(8) Deux personnes qui ne sont pas parentes peuvent devenir frères de sang (*fatidrà*) après une brève cérémonie, créant ainsi entre eux des liens très forts. Par contre, on est « parent à plaisanterie » (*ziva*) dès sa naissance. Ce lien, très fort lui aussi, peut concerner deux clans ou même deux groupes ethniques. Il implique une solidarité sans faille et le devoir d'insultes aussi grossières que possible.

La crise des activités productives

Au cours du XX^e siècle, les activités productives de l'Ouest malgache subirent d'énormes transformations, dont les plus importantes furent :

- l'épuisement d'une nature abondante et dont les ressources ne sont pas illimitées ;
- la porte ayant été largement ouverte à des groupes migrants, les Sakalava ne sont plus les seuls maîtres de la région ;
- le système de production pastoral extensif n'est plus en situation de monopole et ne cesse de reculer devant l'amélioration des terroirs agricoles.

Les migrations vers le Menabe

La paix coloniale française contribua à effacer certaines anomalies, liées à l'histoire du peuplement des diverses régions de Madagascar, le principe des vases communicants n'ayant pas manqué d'attirer les paysans des hautes terres ou du littoral Est surpeuplés vers les terres vides de l'Ouest.

Le comportement peu xénophobe des Sakalava, traditionnellement exogames (favorables, donc, à l'arrivée de nouveaux conjoints potentiels) et peu enclins à se salarier (9), contribua à donner de l'ampleur à ce mouvement. Pour travailler les terres concédées, les colons français durent faire venir des Tesaka (de la région de Vangaindrano) et des Tandroy (de l'Androy, à l'extrême sud du pays) touchés par une sécheresse engendrant des famines récurrentes. De même, des Betsileo s'installèrent progressivement sur les terres aménageables en rizières. Ce phénomène migratoire, jamais interrompu, s'est accéléré lors de chacune des périodes de crise traversées par la région (les premières années de la colonisation, les booms agricoles, les famines de l'Androy...).

L'influence sur le peuplement local de ces migrations de longue durée s'est exercée de façon très différenciée selon les sous-régions de l'Ouest malgache, où l'on peut, en gros, distinguer :

- un axe moderne (la basse vallée du Morondava) où les Sakalava ne sont plus majoritaires (moins du tiers de l'ensemble) et où ils ont souvent perdu le contrôle de l'accès à la terre (10) ;
- des zones dans lesquelles les Sakalava restent majoritaires mais où, les procédures de contrôle des nouvelles arrivées ayant perdu leur efficacité, la domination foncière sakalava est en train de s'inverser ;
- des zones où rien n'a vraiment changé (le « Menabe profond »), où les migrants continuent à arborer un profil bas, acceptant les conditions d'accès à la terre imposées par les Sakalava.

Espace et ressources ne sont plus illimitées

L'espace disponible ne cesse de se réduire, faisant oublier les immenses savanes quasiment désertes dont parlent encore aujourd'hui les anciens. Les ressources sont devenues rares et les hommes se concurrencent de façon de plus en plus sévère pour y accéder. Si on prolonge les tendances actuelles, les perspectives d'avenir incitent donc à un solide pessimisme.

(9) Être le salarié de quelqu'un équivaut à être le dépendant de quelqu'un. On ne se résout à cette humiliation qu'en cas de nécessité grave.

(10) Le plus souvent cette perte de contrôle est passée par la création de concessions coloniales qui, à leur disparition, ont été réoccupées par les anciens métayers et salariés migrants, rendus légitimes par l'autorisation autrefois donnée par le concessionnaire *vazaha* (« blanc »).

Un espace qui se rétrécit et se dégrade

La conséquence la plus négative de l'afflux de migrants pour le système sakalava de production est liée à l'apparition de terroirs agricoles permanents, notamment là où existaient autrefois les meilleurs pâturages. Pour diverses raisons, les Sakalava ont dû renoncer à leur relatif mépris pour les tâches agricoles. Ils sont même devenus des riziculteurs tout à fait convenables. Le fait de travailler sur des terroirs aménagés qui ont coûté au groupe un grand nombre d'heures de travail constitue, bien sûr, une forte incitation à la stabilisation de l'habitat. La « toile d'araignée mobile » ne se déplace plus, lentement, vers le nord, comme elle le faisait autrefois, elle s'est figée sur les positions qui étaient les siennes il y a quarante ou cinquante ans. Les villages ne bougent plus guère. Les bœufs, désormais, sont moins près des hommes, dans des pâturages lointains, où on les surveille moins bien, où ils sont plus vulnérables aux vols et aux maladies.

La notion de rente foncière a été longue à s'imposer dans les mentalités autochtones. Longtemps, les Sakalava ont cédé leurs terres à des migrants, quasiment sans contrepartie, satisfaits de la conviction que le groupe était plus fort grâce à ces nouveaux voisinages. La notion a fini par s'imposer progressivement, et les Sakalava l'ont longtemps gérée sans âpreté, préférant parfois partir en renonçant à leurs droits quand un litige les opposait à des migrants qui ne voulaient pas rendre une terre prêtée autrefois. Cette situation est d'autant plus surprenante que les Sakalava sont plutôt des gens belliqueux, capables de libérer violence et agressivité pour un ou deux bœufs volés. Peu à peu, depuis les années 1960, quand les cours mondiaux des pois du Cap atteignaient un niveau élevé, la gestion de la rente foncière est devenue l'un des éléments de base de la société sakalava et l'une des sources d'une relative prospérité.

Les conflits fonciers, à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle, présentent une grande complexité, car ils opposent un droit foncier moderne, qui ne reconnaît que les immatriculations individuelles, à un droit traditionnel qui ne reconnaît que des droits d'usage lignager. A l'heure actuelle, contrairement à l'époque coloniale où le droit moderne était seul reconnu par les tribunaux, la jurisprudence est très variée, voire contradictoire. Les conflits fonciers se règlent en fonction des rapports de force locaux : « La part d'équité contenue dans le point de vue du plus fort, l'emporte toujours sur la part d'équité contenue dans le point de vue du plus faible. » (11).

Des ressources qui deviennent rares

Le nombre de bœufs diminue. La riziculture moderne ne s'est pas imposée. Elle a même subi des échecs qui mettent en cause sa fiabilité. Le rôle de la forêt comme système de protection généralisé est manifestement compromis à court terme.

● **Un élevage bovin en déclin**

Les meilleurs des anciens pâturages sont devenus des terroirs agricoles permanents, sur lesquels les bœufs ne sont autorisés à revenir que quelques jours par an, après les récoltes. Par ailleurs, les bœufs sont toujours perdants dans les innombrables conflits qui opposent l'agriculture à l'élevage. Les sages arbitres villageois tranchent le plus souvent en conseillant d'éloigner les bœufs (12), puisqu'ils sont mobiles, alors que les bons terroirs agricoles sont rares et fixes. Surtout, le coup le plus grave a été porté par les flambées

(11) Pour plus de détails, voir Emmanuel Fauroux, « Les vicissitudes du droit foncier sakalava dans l'Ouest malgache », in : C. Maldidier (éd.), *Actes de l'atelier sur le foncier à Madagascar*. Union européenne, Coopération française, Aqualterre, Antananarivo, 2000, p. 139-157.

(12) Les grands propriétaires apprécient de rendre la liberté à une partie de leurs bêtes. D'abord, parce qu'il est relativement facile de les récupérer par la procédure du *donake* (fumée « magique » qui les attire et les enivre), ensuite, parce que les bœufs redevenus sauvages sont plus difficiles à voler (ils ne marchent plus en troupeau) et ils conviennent bien aux sacrifices lignagers, car ils ont vécu dans le même environnement que ceux dont disposaient les ancêtres.

d'insécurité qui ont suivi les graves événements politiques de la période 1972-1975 et qui semblaient se renouveler dans certaines zones au début de 2002. Les vols de bœufs avaient alors atteint une telle intensité que, s'ils avaient continué à ce rythme, il n'y aurait rapidement plus eu de bêtes dans l'Ouest. Il est essentiel, pour la suite, de noter que la décroissance des effectifs bovins s'est opérée de manière très inégale. Autrefois, certains lignages avaient beaucoup de bœufs (plusieurs centaines, voire, parfois, plusieurs milliers), mais tous en avaient au moins quelques dizaines. Aujourd'hui, la plupart des lignages n'en ont plus du tout ou moins d'une dizaine, pendant que quelques-uns en ont presque autant qu'avant. Pour ces derniers, de plus, le nombre de bœufs sauvages, échappant à toute comptabilité officielle, a très probablement augmenté.

● La riziculture moderne n'a pas vraiment réussi à s'implanter

Les projets pharaoniques pour la mise en place, à grande échelle, d'une riziculture « moderne » ont assez lamentablement échoué (SODEMO, SAMANGOKY, SEDEFITA...) (13). Pendant ce temps, la riziculture traditionnelle, malgré ses aménagements médiocres et ses faibles rendements, a manifesté une vitalité inattendue qui a permis à la région de produire encore du riz et même, parfois, d'en exporter, malgré le fiasco, longtemps total, du secteur moderne. Après le déclin durable du pois du Cap, les espoirs de l'agriculture se reportent aujourd'hui sur le maïs et l'arachide, dans des conditions qu'on ne pourrait durablement prolonger sous peine de provoquer, à terme, un désastre écologique majeur. Sans jamais atteindre les situations catastrophiques du Grand Sud de Madagascar, où les famines (14) surviennent avec une quasi-régularité, l'agriculture de l'ouest du pays n'a plus confiance en son avenir, contrairement aux perspectives extrêmement optimistes de la fin des années 1960.

● La forêt sévèrement menacée

L'environnement, dans l'Ouest, pose de délicats problèmes. De tout temps, le passage de dépressions tropicales a provoqué des crues brutales qui détruisent parfois les terroirs proches des cours d'eau. Cependant, les épisodes de sécheresse sont fréquents dans la région, et ils semblent l'être de plus en plus souvent. La date des premières pluies a toujours été difficile à prévoir ; elle l'est de plus en plus aujourd'hui. Le milieu lui-même est fragile. Les forêts du Menabe sont nées à une époque où l'humidité était plus forte qu'aujourd'hui. Elle constitue une relique qui ne peut plus se reconstituer à l'identique. Ainsi, les actuelles destructions liées au boom du maïs vont sans doute provoquer une situation irréversible (15).

Des risques de crise généralisée des activités productives

La situation de l'Ouest est en train de devenir critique, d'une manière inégale selon les zones.

Dans l'axe moderne de la vallée du Morondava, les systèmes de production autrefois complémentaires deviennent rivaux et incompatibles. La contradiction majeure, signalée plus haut, concerne les rapports entre agriculture et

(13) Respectivement, Société de développement de la plaine de Morondava, Société d'aménagement du Mangoky, Société de développement des vallées du Fiherenena et de la Taheza.

(14) Si l'on a pu éviter une situation de famine après les désastres provoqués par Cynthia, c'est surtout grâce à l'intervention de l'aide suisse en cas de catastrophe, qui a versé 2 000 salaires journaliers pendant près de cinq ans, pour réhabiliter le système *Dabarà*, en dissuadant ainsi les bénéficiaires de se jeter sur les forêts voisines pour survivre.

(15) Les résultats des travaux du programme GEREM (Gestion des espaces ruraux et de l'environnement à Madagascar), organisé dans le cadre d'un partenariat entre le CNRE (Centre national de recherche sur l'environnement) malgache et l'Institut de recherche et de développement (IRD), sont sur ce point particulièrement précis et spectaculaires.

élevage qui aboutissent, en fait, à éradiquer progressivement l'ancienne imbrication de ces activités. On ne rencontre plus agriculteurs d'une part et éleveurs d'autre part, mais chaque unité de production pratique à la fois les deux activités. L'évolution aboutit ainsi à une transformation significative de la morphologie sociale, la plupart des groupes ayant désormais un double espace économique et social, l'un lié seulement aux activités agricoles, l'autre seulement aux activités pastorales.

Dans le Menabe profond, loin du Morondava et des axes de communication, la coupure n'est pas aussi radicale, cependant divers dysfonctionnements apparaissent. Les Sakalava n'ont pas toujours su préserver les avantages initiaux qu'ils détenaient dans le domaine foncier. Ils s'aperçoivent souvent que le laxisme manifesté à l'égard des migrants (que l'on laissait s'installer et s'étendre sans trop de freins) relevait d'une imprévoyance dont on aimerait, aujourd'hui, atténuer les effets.

Par ailleurs, on note une évolution assez étonnante de tous les systèmes de production de la zone, autrefois très contrastés, vers un modèle à peu près unifié. Celui-ci associe à l'élevage et à des compléments divers récoltés en forêt une agriculture où le riz occupe la place dominante avec du maïs cultivé sur abattis brûlés.

Le principal problème dans ce domaine vient du fait que, désormais, tous les systèmes de production s'attaquent sans état d'âme à la forêt. Certains, des migrants clandestins, défrichent sans contrôle ; d'autres abusent d'autorisations très localisées et très limitées que les services officiels ou des individus (qui n'en avaient pas vraiment le droit) leur ont accordées. D'autres enfin, autochtones le plus souvent, s'empressent de brûler la forêt pour faire valoir leurs droits sur elle avant que d'autres groupes ne cherchent à les devancer. Dans l'état actuel des choses, aucune instance locale n'est capable, manifestement, de réguler une dynamique de déforestation devenue anarchique.

Les désordres climatiques liés notamment à la disparition de la forêt se traduisent par des précipitations qui, sans diminution sensible en quantité, deviennent beaucoup plus irrégulières et d'une violence qui les rend dangereuses. Ils contribuent à endommager sévèrement le potentiel productif de la région, alors même que celle-ci doit encore faire face à un afflux de migrations qui ne s'est pas vraiment ralenti.

Une crise multiple de l'organisation sociale

On peut résumer les derniers développements de la crise sociale de l'Ouest en soulignant que :

- sans impliquer sa disparition, la fragilisation de l'institution lignagère se confirme. L'autorité du *mpitoka* se trouve donc nettement affaiblie ;
- comme dans toutes les périodes troublées, les rapports de clientèle se sont renforcés, augmentant l'influence des grands *mpañarivo* dans des conditions déstabilisantes pour l'ensemble de la société, car les situations locales de pouvoir sont précaires et ne permettent généralement pas des stratégies à long terme ;
- les phénomènes de possession, expression culturelle d'une anxiété générale secrétée par la crise, ont augmenté de façon spectaculaire et concurrencent sévèrement les cérémonies lignagères traditionnelles dans les processus de sécurisation morale de la population.

La crise de l'institution lignagère

Malgré une tendance récente au redressement des effectifs bovins, la relative rareté en bœufs reste réelle, alors que leur consommation cérémonielle est, socialement, restée aussi nécessaire qu'aparavant. C'est pourquoi, face à la crise actuelle, beaucoup répondent : « Il est normal que nous soyons dans le malheur, puisque nous n'offrons plus de cérémonies dignes d'eux à nos ancêtres. Pour en sortir, il suffirait de recommencer à

accumuler des bœufs et à les honorer comme on le faisait autrefois. La prospérité reviendrait alors. »

Les lignages « pauvres » (16) n'ont ainsi qu'une gamme de choix limitée, comme l'a bien montré F. Delcroix (17). Ils peuvent différer l'organisation des cérémonies les plus importantes assez longtemps pour pouvoir réunir les bœufs nécessaires. Toutefois cette option présente un inconvénient pour la mentalité traditionnelle : en constatant que la cérémonie est indéfiniment retardée, les ancêtres auraient tendance, croit-on, à s'estimer lésés et à envisager des représailles à l'encontre de leurs descendants. Ces lignages peuvent aussi se contenter de cérémonies médiocres, en s'exposant alors à un double risque, à nouveau les représailles des ancêtres insatisfaits et, par ailleurs, les sarcasmes des lignages voisins et rivaux. En définitive, la solution la meilleure (et la plus pratiquée) consiste à demander l'aide d'un *mpañarivo* ou d'un lignage riche dont on devient le « client-dépendant ».

Ainsi, le lignage a perdu beaucoup de ce rôle sécurisant qui contribuait fortement à l'ancienne harmonie sociale. De très jeunes gens, des enfants même, doivent parfois se salarier comme bouviers pour acquérir les bêtes nécessaires à leur propre circoncision. Un *mpitoka* confronté à cette situation se sent culpabilisé, pense qu'il a mal assumé ses responsabilités, perd confiance en lui, et entame un processus de dégradation psychologique que l'on désignerait en Occident sous le terme de dépression nerveuse. Dans l'Ouest malgache, on pense seulement qu'il ne jouit plus de la confiance des ancêtres, ce qui est extrêmement grave et signifie qu'il perd aussi la confiance des membres de son lignage, déclenchant ainsi toute une série de dysfonctionnements sociaux. Les jugements sévères concernant les *mpitoka* « pauvres » sont étayés par le fait qu'il existe encore des *mpitoka* « riches » et qu'il n'était donc pas impossible de « se déverrouiller » dans cette situation difficile.

La montée en puissance des *mpañarivo*

Les situations de pénurie profitent aux riches qui en deviennent plus riches tout en développant, par une générosité calculée, des rapports de clientèle. Les plus opulents des patrons du système clientéliste, les *mpañarivo*, on l'a vu, amassent souvent à l'écart de la structure lignagère qui, dans l'exercice normal de son contrôle, détruirait les accumulations réalisées individuellement. Les *mpañarivo* émergents de l'Ouest présentent un certain nombre de caractéristiques communes. Ils sont ambitieux, intelligents, cyniques, voire machiavéliques. Le mensonge, la manipulation délibérée de l'opinion publique, la violence (notamment sous sa forme magique) sont des conditions nécessaires pour accéder vite à la richesse et, surtout, pour la conserver.

Ce système inique ne permet pas aux pauvres, en échange d'une sécurité à court terme, d'accumuler ne serait-ce qu'à petite échelle. Un client, dans la conjoncture rurale actuelle, a bien peu de chances d'échapper un jour à la dépendance dont il est victime, tant son temps ne lui appartient plus (il est constamment sollicité par son patron pour des services pas ou peu rémunérés) et tant sa production subit de prélèvements du type du métayage. Ce système est aussi porteur de germes bien peu favorables au progrès tel que l'entendent les spécialistes du développement. Les *mpañarivo* s'appuient sur les forces obscures et archaïques de leurs sociétés avec l'appui « technique » des *ombiasy*. La magie noire, la diffusion de rumeurs, les menaces d'ensorcellement font partie de

(16) Au sens sakalava du terme, est « pauvre » tout individu ou toute unité sociale qui n'a pas suffisamment de bœufs pour assurer son autonomie cérémonielle. L'aide d'une personne ou d'une unité plus riche est alors nécessaire pour accomplir les rituels indispensables au bon ordre économique et social.

(17) F. Delcroix, *Les cérémonies lignagères et la crise de l'élevage bovin extensif en pays sakalava Menabe*, thèse de doctorat en anthropologie sociale, EHESS, Marseille, 1994.

l'arsenal quotidien du patron. De plus, celui-ci est suffisamment lucide pour comprendre que les projets de développement entrepris dans son aire d'action correspondent à une vision progressiste et égalitariste (la terre aux paysans sans terres, le progrès pour tous...) qui ne manquera pas, à la longue, de porter atteinte à ses propres intérêts.

Enfin, le « système *mpañarivo* » génère une certaine instabilité dans la mesure où les luttes locales pour le pouvoir sont permanentes et que leur issue reste imprévisible. Un célèbre proverbe *masikoro* dit justement : *Aombelahy roe tsy ambala* (« Il n'y a pas deux taureaux dans un même parc. »). Une forte logique hégémonique pousse, en effet, les *mpañarivo* à mettre au premier rang de leurs stratégies l'élimination de leurs rivaux locaux. Dans la plupart des zones de l'Ouest malgache étudiées par l'auteur, la problématique sociale locale était dominée par cette lutte entre deux ou trois candidats à l'hégémonie locale. Les projets de développement, les interventions extérieures sont ainsi récupérées, et donc biaisées, par les protagonistes de ces luttes locales qui tentent de faire triompher leurs stratégies particulières. Un projet ne doit ni occulter ces luttes sous peine de rester aveugle ni s'appuyer trop clairement sur l'un des protagonistes locaux, qui pourrait très bien n'être pas le vainqueur final des rivalités en question. L'expérience semble d'ailleurs prouver qu'il est encore plus difficile de rester au sommet des hiérarchies locales que d'y accéder.

Pouvoirs locaux et phénomènes de possession

On l'a dit, la crise économique et la nouvelle rareté des bœufs ont suscité un climat d'anxiété généralisée dans un milieu rural malgache où chacun sait qu'on ne peut impunément échapper aux devoirs cérémoniels imposés par les ancêtres. Tous ceux qui ne peuvent accomplir correctement leurs devoirs s'attendent donc à des sanctions surnaturelles. Ce climat est propice à des troubles psychologiques qui, dans la culture de l'Ouest malgache, prennent la forme de phénomènes de possession, principalement du type appelé *tromba* (18). On recourt de plus en plus aux possédés qui, pour des sommes modiques (quelques bouteilles de bière ou de limonade, un paquet de cigarettes, de menues sommes d'argent) diffusent des messages socialement rassurants (« Telle plante vous guérira, surtout si vous renforcez son action par tel interdit ; tel comportement associé à tel talisman vous ramènera votre mari volage », etc.). Naguère, les cérémonies lignagères rassuraient également et même davantage, avec une bénédiction des ancêtres attribuée collectivement et non plus ciblée sur un malade consultant comme avec les esprits *tromba*. Cependant, elles coûtaient beaucoup plus cher (sacrifice de plusieurs bœufs, boissons alcoolisées et nourriture distribuées en abondance) et le nombre des possédés s'est multiplié en quelques années : au début des années 1970, on comptait moins de dix possédés *tromba* importants dans toute la vallée du Maharivo, alors qu'aujourd'hui il n'y en a pas loin de dix dans chacun des plus gros villages. Cela implique des remaniements non négligeables dans la répartition du pouvoir local, car les possédés sont de bas statut social et n'auraient, sans cela, aucun droit à la parole lors des assemblées importantes.

Dans ce contexte, il convient de souligner plusieurs aspects nouveaux dont l'existence n'est probablement pas indépendante des crises actuellement traversées par les sociétés de l'Ouest malgache :

- les luttes locales pour le pouvoir sont devenues plus complexes, en ce sens qu'elles font intervenir plus d'acteurs qu'autrefois, selon des scénarios moins fixés à l'avance que ceux qui opposaient très classiquement des chefs de lignage entre eux et, très épisodiquement, des chefs de lignage à des *mpañarivo* issus de leur groupe ;
- les situations acquises sont beaucoup plus instables qu'autrefois, car s'il est assez facile de pérenniser le statut prééminent d'un lignage protégé, dans les représentations locales,

(18) *Tromba* : voir les différents types de possession décrits dans la note 5.

par des ancêtres dont la légitimité n'est contestée par personne, un individu qui émerge semi-clandestinement, en marge du lignage, suscite, par contre, des réactions nécessairement négatives. Des jaloux, peut-être blessés par l'arrogance du nouveau riche, ou des rivaux, contrés dans leurs ambitions, n'hésiteront pas alors à recourir à des stratégies dures incluant des agressions magiques ou physiques.

● Une crise profonde du rôle de l'Etat

L'Etat face aux réalités villageoises

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, royaumes et chefferies de l'ensemble méridional de Madagascar fonctionnaient en continuité avec leurs sujets sakalava, masikoro, mahafale, bara... dont ils étaient l'émanation. Le pouvoir avait été conquis grâce à une gestion habile – et parfois chanceuse – des possibilités offertes par leur environnement géographique et social. Les règles du jeu, au fond, étaient simples : de vastes espaces, peu d'hommes, des bœufs à conquérir et à conserver. L'enjeu, pour atteindre pouvoir et richesse, passait donc par le contrôle des hommes. On ne pouvait contrôler efficacement ceux-ci par un simple rapport d'autorité, car une possibilité de fuite était toujours offerte aux sujets mécontents, en cherchant un refuge solitaire dans la forêt toujours proche, par exemple, ou encore, et plus normalement, en se ralliant à un nouveau chef plus généreux. Ainsi, pour donner de l'importance au groupe que l'on commandait, il était nécessaire de susciter des forces centripètes en sa faveur.

L'« Etat » sakalava ancien

Dans le contexte sakalava ancien, ces forces passaient nécessairement par l'accumulation en bœufs. On se ralliait à un chef si, en acceptant son autorité, on augmentait sensiblement son propre potentiel en troupeaux. Le chef, pour susciter de telles forces sociales centripètes, devait être un bon chef de guerre et se montrer aussi généreux dans le partage du butin, en le répartissant sans parcimonie entre ses troupes. Enfin, il devait être capable d'organiser politiquement la région qu'il contrôlait de manière telle que d'éventuels agresseurs extérieurs ne puissent guère s'en approcher.

Des cercles vertueux pouvaient alors se déclencher. A égalité d'armement (sagaies et mauvais fusils de traite), le groupe le plus nombreux finissait toujours par l'emporter. Ses succès consolidaient sa renommée naissante, de nouveaux candidats à la sujétion politique se présentaient. Pour peu que ce groupe ait en plus un accès quasi exclusif aux armements les plus performants, cet avantage faisait escompter tous les triomphes. C'est ainsi que la dynastie Maroseraña sut, à un moment donné, se réserver le monopole du commerce de traite et obtenir ainsi pendant quelques décennies un accès à peu près exclusif à un armement et à des munitions modernes. Cet avantage lui permit de passer du stade de la simple chefferie très localisée à celui d'un royaume sakalava, de plus en plus important pour devenir le Menabe, qui contrôlait de nombreux alliés. Ces cercles vertueux pouvaient s'inverser à la suite de revers, les sujets perdant rapidement confiance en un chef s'avérant mauvais stratège, avare ou trop arrogant, surtout si divers signes donnaient à penser qu'il ne jouissait plus d'une protection toute particulière des forces surnaturelles. Un charisme triomphant pouvait donc s'effondrer à la suite de quelques échecs et de quelques maladresses.

Au fond, ces « sujets » des royaumes et des chefferies de l'Ouest malgache différaient très peu, qualitativement, des « clients-dépendants » d'un riche *mpañarivo* que l'on peut observer aujourd'hui encore dans cette région. Ils acceptaient leur condition tant qu'elle leur était profitable et permettait d'avoir des bœufs. Ils savaient à partir de quel degré d'insatisfaction se montrer infidèles en cherchant refuge ailleurs.

La continuité était absolue de la condition de sujet à celle de souverain : tout individu se sentant les ressources morales et physiques nécessaires pouvait, s'il croyait en son destin, envisager, au prix de beaucoup de sacrifices comme d'habileté et de réussite, devenir un jour, à son tour, un grand chef ou un roi.

La rupture apportée par l'Etat colonial

Dans le Menabe, l'Etat colonial a pu laisser croire, un moment, qu'il se situerait dans une certaine continuité avec ce passé sakalava. On y tenta, en effet, l'expérience d'un protectorat intérieur qui devait s'appuyer sur les anciennes chefferies et sur le souverain ayant théoriquement hérité du pouvoir Maroseraña. Pourtant, ce pouvoir octroyé par les « Européens », les *Vazaha* (19), et strictement contrôlé par eux, ne tarda pas à se révéler complètement fictif, car il reposait désormais sur l'image figée d'une autorité n'ayant plus de base effective. Aucune force centripète ne s'exerçait plus en faveur de chefs considérés comme corrompus en raison de leur évidente collaboration intéressée avec le nouveau pouvoir. Par ailleurs, ces « cadres sakalava » étaient plutôt mal placés par rapport aux mécanismes d'accumulation en bœufs, toujours essentiels, mais fonctionnant sur de nouvelles bases. Car, dans le système colonial, cette accumulation devait théoriquement s'exercer par la voie du marché (achat de bêtes grâce à la vente de produits agricoles ou à des salaires proposés par les propriétaires de concessions). La paix française devait théoriquement favoriser aussi la sécurité (plus de vols) et la bonne santé du bétail (encadrement vétérinaire, vaccinations...), le croît étant appelé à devenir la principale cause d'augmentation du troupeau. Mais il n'en fut rien. Dans les zones mal contrôlées du Menabe (tout l'ancien royaume sauf l'axe moderne entre Morondava et Mahabo), les vols continuèrent à constituer la principale source d'accumulation et l'on ne put former de troupeaux de plusieurs centaines de têtes par la simple transformation d'une production agricole commercialisée, combinée avec une gestion habile du croît.

En fait, la logique de ce système ne changea pas en profondeur. Les forces centripètes agissaient encore en faveur des anciens grands lignages qui, continuant à être bien gérés, conservaient des effectifs nombreux et étaient entourés d'alliés. Elles fonctionnaient aussi pour les nouveaux patrons clientélistes qui, dans leur immense majorité, avaient fondé leur enrichissement rapide sur les vols de bœufs. Les anciens *mpañarivo* restaient, quant à eux, assez peu nombreux, car, comme on l'a vu, dans le contexte sakalava profond, il est sans doute encore plus difficile de rester riche que de le devenir. En particulier, on a pu constater maintes fois que sa richesse ne se transmettait pas aisément aux descendants d'un *mpañarivo* (20).

Par rapport à ce système qui, après la conquête française de Madagascar, continua à fonctionner à peu près de même qu'auparavant, l'Etat colonial se trouva en extériorité absolue. Devant l'échec de la solution du protectorat intérieur, celui-ci ne chercha plus ensuite à s'articuler au système local de pouvoir, qu'il ne comprenait pas et qu'il pensait abolir aussi vite que possible en changeant les règles du jeu.

C'est ainsi que furent promulguées de nouvelles règles foncières instaurant un droit foncier moderne inspiré du droit romain, de nouvelles règles économiques favorisant la pénétration des rapports marchands et le libre jeu du marché, et de nouvelles formes d'autorité publique, strictement verticales, directement appuyées sur un appareil d'Etat clairement répressif (chefs de canton, fiscalité, corvées, Code de l'indigénat, cartes d'identité...). Dans le nouvel organigramme colonial, il n'y avait pas

(19) *Vazaha* : Blanc, Européen. Par extension, dans l'Ouest et le Sud-Ouest, les originaires des hautes terres sont aussi considérés comme des *Vazaha*.

(20) La plupart des *mpañarivo* se plaignent de n'avoir pas d'héritiers dignes d'eux. Les fils de *mpañarivo* se sont habitués très tôt au luxe, à l'alcool qui coule à flots, à la vie facile. Ils oublient la froide énergie qui a conduit leur père au succès.

de place pour l'expression d'une quelconque structure locale du pouvoir. On allait donc agir pendant une soixantaine d'années comme si une telle structure n'existait pas.

Pourtant, elle existait bel et bien dans le cadre des rapports de parenté et des rapports de clientèle dont l'enracinement restait profond et intact. Faute d'être vraiment gérée, cette structure s'est comportée comme une force d'inertie qui a nui au bon fonctionnement des institutions coloniales qui s'effritèrent, puis se brisèrent, bien avant que ne s'affaiblissent les rapports de parenté et de clientèle enracinés dans le passé sakalava. Le pouvoir colonial dut donc se contenter de sujets qui ne se révoltaient pas, mais qui n'intégrèrent jamais non plus les nouvelles valeurs dans leurs modèles de fonctionnement.

Le Fanjakana malgache indépendant

Vues depuis un Menabe toujours très périphérique, les nouveautés apportées par l'Etat central malgache indépendant portaient seulement sur des nuances.

Une absence de rupture

Après l'indépendance de Madagascar en 1960, des fonctionnaires merina (considérés eux aussi comme des *Vazaha* par les villageois) remplacèrent les fonctionnaires d'origine européenne en mimant autant qu'il était possible leur comportement. La centralisation autour de Tananarive (Antananarivo) s'exerça au moins aussi fortement qu'au temps de la colonie. Les conflits entre droits fonciers, l'ancien et le moderne, continuèrent à être systématiquement tranchés par l'autorité judiciaire en faveur du secteur moderne, toujours perçu comme porteur de progrès contre une tradition toujours aussi méprisée.

La crise du début des années 1970 (21) put donner, un instant, l'espoir de voir les choses changer... Mais la méprise était manifeste. On a cru pouvoir améliorer la représentation du monde villageois en s'appuyant sur la notion de *Fokonolona* (22) qui est spécifique des hautes terres et n'était nullement utilisée dans l'Ouest, même s'il y existait certaines formes d'assemblées délibérantes. La réalité locale du pouvoir est tout autre et s'appuie, comme brièvement décrit ci-dessus, sur l'interaction complexe entre pouvoir lignager, rapports clientélistes, pouvoir magique et pouvoir des possédés.

Il existe toujours dans l'Ouest malgache, comme au temps de la colonisation, un contraste très fort, voire saisissant, entre un pouvoir local, bien réel, complexe, ramifié, fortement enraciné dans l'histoire locale, et un pouvoir administratif (le *Fanjakana*) qui ne sait rien de l'autre, ne cherche pas à le connaître (il l'a toujours méprisé) et ne communique avec lui que sous forme d'injonctions hautaines, généralement exprimées sur ce ton qu'emploie l'adulte agacé pour parler à des enfants peu obéissants. En échange, les villageois ont appris à simuler théâtralement une soumission formelle qui ne durera que le temps de la présence au village de l'agent de l'administration et ne parvient pas à cacher l'absence de véritable communication. Cette impression négative est aggravée encore par les carences criantes de l'appareil local d'Etat.

(21) Lorsque le président Tsiranana a perdu le pouvoir dans des conditions qui ont pu faire croire à l'arrivée d'un grand mouvement révolutionnaire qui n'a pas tardé à avorter.

(22) Assemblée villageoise délibérante qui se réunit chaque fois qu'un problème intervient au niveau d'un ou plusieurs villages voisins. Pour plus de précisions, voir Françoise Raison, « La constitution d'une utopie du *Fokonolona* comme mode de gouvernement par le peuple dans les années 1960-1973 à Madagascar », *Omahy sy Anio*, n° 33-36, Département d'histoire, Université d'Antananarivo, 1991-1992, p. 675-712 ; E. Fauroux, « La pseudo-démocratie directe des *Fokon'olona* », in : E. Fauroux, *A la recherche des structures microlocales du pouvoir. La méthode « A+ », sans questions ni questionnaires*, CNRE/IRD/Regards, Antananarivo-Toliara Pessac, 2002, p. 16-20 (et GRET, Paris, sous presse).

Un appareil d'Etat inopérant

Après l'indépendance, les fonctionnaires affectés dans le Menabe n'étaient généralement pas originaires de la région. Ils avaient souvent peur des autochtones qui furent pendant des siècles leurs ennemis héréditaires (23) et se déplaçaient d'autant moins « en brousse » qu'ils n'avaient pas de véhicules de service ou, si exceptionnellement ils en avaient, ils ne disposaient pas de dotation en carburant suffisante.

En tout état de cause, les incursions que l'on peut faire aujourd'hui dans les régions du Menabe éloignées des axes principaux donnent une image désastreuse de l'appareil d'Etat : chemins difficiles même pour les charrettes, ponts emportés depuis longtemps, écoles dépourvues de tout matériel et, souvent, très longuement privées d'enseignants (qui vivent leurs affectations lointaines comme des sanctions disciplinaires), assistance médicale ou vétérinaire inexistantes...

Le pire vient du fait qu'une bourgeoisie urbaine locale a parfaitement su tirer parti de cette situation pour réaliser ses propres ambitions en s'abritant derrière la façade de l'Etat (24). Celui-ci est censé lancer des « projets » qui, en apparence, échouent tous lamentablement. Une analyse plus fine montre que, dans chaque cas, la bourgeoisie locale a parfaitement su gérer la situation et en a tiré de substantiels profits lui permettant d'abord de continuer à accumuler des richesses, puis de renforcer ses réseaux de clientèle en profitant de la situation ainsi offerte pour multiplier les largesses intéressées.

Un manque de communication réciproque

Par ailleurs, les villageois du Menabe ont confectionné au cours du temps tout un arsenal d'attitudes et de formules de politesse toutes faites, que l'on prononce en présence d'agents du *Fanjakana*, afin de ne pas évoquer l'idée d'une possible insoumission. Bien au contraire, on affiche théâtralement des marques exagérées de respect et de soumission ; on adopte, en public, des attitudes passivement attentives. Celles-ci confirment les fonctionnaires dans l'idée qu'ils ont affaire à des gens médiocrement éveillés dont il n'y a pas grand-chose à attendre, mais que l'on pourra morigéner dans l'espoir, peu probable, de les améliorer un jour.

Une innovation récente : la réhabilitation du niveau local

La situation actuelle de l'Ouest malgache présente, en fait, des aspects contradictoires. On y trouve des apparences de réelle continuité. A première vue, l'Etat malgache intervenant aujourd'hui en milieu rural n'a pas beaucoup changé. Les villageois n'ont guère plus confiance en lui qu'autrefois et ils ne cherchent pas plus qu'autrefois à dialoguer avec lui. Les gendarmes connus sous le nom de *vazaha masiaka* (littéralement : « les étrangers méchants ») continuent à incarner l'injustice et l'arbitraire avec lesquels les agents publics traitent les populations rurales. Pourtant, et simultanément, bien des choses ont changé.

L'Etat a commencé à intervenir dans des conditions radicalement différentes. D'une part, dans un contexte de libéralisme à outrance, incitant à « toujours moins d'Etat », ses ambitions ont diminué en quantité et en qualité. D'autre part, on

(23) Les tentatives de conquête du Menabe par les armées mandatées par la monarchie merina ont donné lieu à des guerres acharnées et cruelles à plusieurs reprises au XIX^e siècle. Elles ont laissé de vifs souvenirs dans les traditions orales locales.

(24) Ce système a été décrit par Emmanuel Fauroux, « L'intervention publique dans le Centre-Ouest de Madagascar. Brève chronique d'une longue série d'échecs », in : J.-F. Baré (dir.), *Regards interdisciplinaires sur les politiques de développement*, L'Harmattan, Paris, 1998, p. 201-228.

assiste de façon très généralisée à ce que l'on pourrait appeler une réhabilitation du niveau local. Elle repose sur l'idée simple, voire évidente aujourd'hui, qu'aucune politique ne peut être couronnée de succès si elle ne bénéficie pas de l'adhésion et de l'appui réel de ceux qui doivent la mettre en œuvre.

La décentralisation de l'Etat malgache, qui s'est traduite administrativement après 1998 par l'autonomie des provinces, a touché également divers autres niveaux. Les Centres régionaux de développement (CRD), au niveau des anciennes préfectures, et les Centres locaux de développement (CLD), au niveau des sous-préfectures, permettent désormais d'associer des fonctionnaires locaux, des opérateurs économiques, des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG)... agissant dans la région pour étudier les propositions de projets de développement, instruire les dossiers et, éventuellement, les transmettre avec avis favorable aux bailleurs de fonds qui attendent cet avis pour entrer en action. Au niveau microlocal, on assiste enfin dans tous les domaines à une volonté de promouvoir des associations (du type « Associations des usagers de l'eau ») et des groupes (groupements d'éleveurs, groupes de caution solidaires...), ceci à la fois pour que les opérateurs aient en face d'eux des interlocuteurs moins nombreux et pour que la vie des associations contribue à rendre les villageois responsables de leur propre développement.

D'ailleurs, l'Etat agit de moins en moins par lui-même. Il a laissé la place à de nouveaux acteurs qu'il a autorisés à venir et qu'il contrôle dans une certaine mesure. Il s'agit d'ONG, d'institutions internationales pour la protection de l'environnement, de « projets »... qui tentent aujourd'hui d'agir en milieu villageois par Etat malgache interposé.

La mode des « approches participatives » est, bien évidemment, liée à ce mouvement de réhabilitation du local. Comme on souhaite agir dans la durée, comme on ne veut plus recourir à la force (d'ailleurs, on ne pourrait plus, même en le voulant), comme on considère qu'il est indispensable que les gens s'« approprient » des attitudes plus respectueuses de l'environnement et plus responsables à l'égard du nouveau style de développement, les dynamiques participatives ont paru être la solution. Il ne s'agit donc plus d'imposer, de haut en bas, des stratégies, des politiques, des comportements. On a vu d'ailleurs à quel point le message ne passait pas, même quand, selon la logique des autorités, il s'agissait d'un « bon » message, manifestement conçu pour le « bien » des administrés... On souhaite désormais recueillir les initiatives venues de la base et, lorsque celles-ci paraissent opportunes et compatibles avec la conception que l'on a, en haut lieu, d'un développement durable, on ne cherche qu'à les appuyer et à faciliter leur réalisation.

Malgré leur importance, ces changements ont encore cependant des incidences modestes. L'exemple de la Gestion locale sécurisée (Gelose) des ressources naturelles renouvelables (25) est très représentatif des nouvelles tendances, un rapide et sommaire bilan (26) permettant de constater que peu de gens savent qu'il y a des nouvelles règles pour la gestion des patrimoines naturels locaux ; que les gens avertis ne savent pas encore comment les utiliser et que ceux qui y parviennent semblent avoir une regrettable tendance à ne pas en faire ce qu'on voudrait qu'ils fassent.

Bref, depuis l'époque précoloniale sakalava, quand le royaume du Menabe constituait bien l'émanation de forces politiques et sociales locales, le monde villageois de l'Ouest malgache n'a plus eu de vrais représentants au niveau de l'Etat et celui-ci n'a jamais cherché à vraiment communiquer avec lui. A l'exception du très bref intermède constitué par le gouvernement Ratsimandrava, il n'a d'ailleurs jamais semblé

(25) Régie par la loi n° 96-025 du 10 septembre 1996 relative à la gestion locale des ressources naturelles renouvelables.

(26) Voir en particulier C. Maldidier, *La décentralisation de la gestion des ressources renouvelables à Madagascar. Les premiers enseignements sur les processus en cours et les méthodes d'intervention*. Antananarivo, 2001, 134 p.

vouloir agir au niveau villageois autrement que par un autoritarisme vertical ou à travers des « projets » dont la réalisation était généralement confiée à des techniciens d'origine étrangère qui connaissaient encore plus mal la société rurale.

On a pris (très lentement) conscience du fait que la méconnaissance des rouages de cette société et, notamment, de ses instances de décision, pouvait expliquer bien des échecs subis par le « développement ». Ce constat a contribué, au niveau mondial (car cette logique d'échec n'est évidemment pas propre à Madagascar), à réhabiliter le niveau local sur lequel tous les efforts convergent aujourd'hui dans une perspective cumulée de libéralisation, de démocratie, de bonne gouvernance, de participation... Les changements institutionnels nécessaires à ces nouvelles perspectives ont été réalisés parfois sur des initiatives endogènes (la décentralisation administrative et l'autonomie des provinces), parfois sur des scénarios qui doivent beaucoup à des intervenants extérieurs (la loi Gelose, la notion de développement durable, etc.). Ainsi, des dynamiques locales sont en train de se mettre en place dans des conditions qu'il incombe maintenant de décrire.



Les dynamiques locales dans le nouveau contexte politique et institutionnel

La situation qui s'offre actuellement à l'observation en milieu rural malgache est particulièrement complexe. Elle repose sur l'enchevêtrement de plusieurs dynamiques tout à fait hétérogènes :

- les dynamiques villageoises de longue durée ;
- des dynamiques que l'on souhaitait mettre en place dans le cadre de modèles participatifs, mais qui sont largement fictives, puisque les « initiatives » villageoises sont généralement « suggérées » par des intervenants extérieurs ;
- de « vraies » dynamiques apparues spontanément du fait de l'application de dynamiques fictives qui ont fini par acquérir une vie propre, avec, parfois, des caractéristiques différentes de celles qui étaient souhaitées à l'origine.

Les dynamiques villageoises de longue période

Sur une longue période, au niveau microlocal villageois, on assiste, comme on l'a vu, à une profonde redistribution des cartes d'un pouvoir devenu plus complexe, moins concentré et, donc, plus difficile à appréhender de l'extérieur.

Comme dans toutes les périodes de crise, le pouvoir lignager s'est effrité, néanmoins ce recul n'est sans doute pas définitif (quand la prospérité reviendra, le pouvoir des chefs de lignage retrouvera probablement l'essentiel de sa vigueur) et conserve encore de beaux restes. Très souvent, se maintient le schéma toujours classique de deux ou trois vieillards continuant à « tirer les ficelles » en toute discrétion, et disposant encore d'une autorité très suffisante pour imposer leur point de vue à tous ceux qui dépendent moralement d'eux.

Dans toutes les zones où l'élevage bovin extensif domine, les gagnants (peut-être provisoires) des épreuves actuelles sont manifestement ceux qui, parmi les *mpañarivo*, ont su tirer le meilleur parti de la rente de situation qui leur est actuellement offerte. En effet, la consommation cérémonielle reposant sur le sacrifice de nombreux bœufs reste toujours aussi nécessaire socialement et la plupart de ceux qui n'ont plus assez de bêtes pour cela ne peuvent guère éviter de passer par les fourches caudines des *mpañarivo* de leur voisinage.

Les autres pouvoirs (*ombiasy*, possédés, médiateurs divers...) sont d'autant moins négligeables que leur importance a fortement augmenté au cours de ces

dernières années. Dans les dynamiques villageoises, on les voit surtout intervenir en appui aux stratégies hégémoniques des *mpañarivo* et aux manœuvres des *mpitoka* qui voudraient voir leur lignage conserver ou améliorer sa prospérité.

Les dynamiques prétendument liées au modèle participatif

Le modèle participatif ne fait pas encore partie des « mentalités » courantes des sociétés villageoises de l'Ouest et du Sud-Ouest malgaches. Il y fonctionne même particulièrement mal. Les décalages avec les valeurs culturelles en vigueur sont encore considérables. On peut en juger par quelques brèves remarques.

Dans ces sociétés, les vraies décisions sont toujours prises, hors de toute influence extérieure, par un très petit nombre de personnes, presque toujours âgées, voire très âgées. Ce sont les *mpitoka* des deux ou trois principaux lignages (le lignage fondateur et ses plus anciens alliés) et, éventuellement, un ou deux *mpañarivo* intervenant dans la zone, ceux-ci pouvant, quant à eux, n'être pas aussi âgés. Les grandes décisions ne sont pas soumises à délibération publique ; au mieux, elles sont l'objet d'une négociation discrète entre les trois ou quatre grands notables affectant de profiter tranquillement de la fraîcheur de l'ombre d'un tamarinier.

On se trouve ici dans une culture du non-dit, dans laquelle les décisions n'ont pas à être justifiées et surtout pas publiquement. L'information ne circule pas et ne doit pas circuler. Le silence a toujours été l'arme du pouvoir, ainsi que celle des faibles confrontés à plus forts qu'eux. Les anciens savent. Ils savent parce qu'ils sont directement inspirés par les ancêtres et aussi parce qu'au cours de leur longue vie ils ont beaucoup vu, beaucoup appris et beaucoup retenu. Tout cela est dans l'ordre des choses. Certains savent et décident, d'autres ne savent pas, savent qu'ils ne savent pas et acceptent d'exécuter les décisions prises par les gens qui, eux, savent. Dans l'Ouest malgache, on embarrasserait gravement un jeune homme en lui demandant de décider lui-même, voire même de participer à une décision, car il ne se sent pas assez informé pour que son choix soit le bon. Contrairement à ce qui se passe en Occident, le sentiment de ceux qui – et à bon droit selon les règles traditionnelles – ont été écartés des décisions est plus proche du soulagement que de la frustration.

Dans cette perspective, les grands débats publics (de type « réunions de *Fokonolona* ») revêtent souvent en aspect fictif.

Tout le monde, certes, est autorisé à prendre la parole, mais pas dans n'importe quel ordre. Les plus anciens et les plus respectés parlent les premiers. Ils conserveront la parole aussi longtemps que cela leur conviendra, car nul n'est autorisé à les interrompre. Les jeunes qui parleront ensuite ne sont pas vraiment autorisés à contredire l'essentiel des points de vue exprimés par les anciens. S'ils le faisaient, ils pourraient déclencher du *havo*, du « désordre » (27), ce qui leur vaudrait l'opprobre générale, car c'est tout le groupe auquel ils appartiennent qui se trouverait ainsi menacé. Certains animateurs *vazaha* de réunions « participatives » connaissent ainsi, parfois, de cruelles déceptions. Alors qu'avant la réunion de jeunes villageois leur avaient tenu des propos positifs et stimulants, au moment de s'exprimer publiquement, ils vont parler de façon confuse et embrouillée, oubliant leurs idées intéressantes exprimées auparavant pour présenter quelques lieux communs conformes à ce que les vieux attendent d'eux.

(27) Lorsque quelqu'un enfreint les *lilindraza* (« les lois établies par les ancêtres »), cela provoque une série de déséquilibres, de dysfonctionnements qui, dans un délai plus ou moins long, vont conduire à de dures sanctions d'origine surnaturelle contre le contrevenant ou son groupe lignager (maladie si la faute était vénielle, mort si elle était plus grave).

De toutes façons, si pour diverses raisons (en particulier l'insistance d'un animateur *vazaha*), la décision prise par l'assemblée délibérante n'était pas conforme à la volonté des trois ou quatre vrais décideurs, elle ne serait tout simplement pas appliquée. Qu'ils aient ou non participé à la réunion, en effet, les vrais décideurs sont rapidement informés des décisions prises. Si celles-ci ne leur plaisent pas, ce sera un jeu d'enfant de l'annuler sans appel. Tout animateur du développement se souviendra ainsi de réunions terminées dans un relatif enthousiasme, avec plusieurs dizaines de villageois se portant volontaires pour commencer dès le lendemain de gros travaux collectifs, puis d'une grande déception, le moment venu, quand six ou sept volontaires apparaissent seulement, très en retard, deux ou trois d'entre eux ne se présentant d'ailleurs que pour s'excuser de ne pas pouvoir venir... Dans la coulisse, il a suffi au *mpitoka* de faire part de son désaccord et au *mpañarivo* d'annoncer qu'il ne « prêterait » désormais aucun bœuf à tous ceux qui auraient l'audace de participer aux travaux...

En tout état de cause, une habitude bien établie consiste à parler avec d'autant plus d'animation que le sujet est peu important. Les *Vazaha* présents, même très expérimentés, se laissent généralement prendre à ce jeu. Si le sujet est vraiment important, l'animateur doit extorquer leur opinion à chacun, car le risque de commettre un impair est considérable pour la majorité des assistants sous-informés de la vraie nature du problème. La discrétion s'impose d'autant plus que chacun sait que, la plupart du temps, le ou les décideurs locaux ont probablement déjà fait leur choix et que celui-ci ne tiendra probablement pas compte du point de vue exprimé en réunion publique. Si, sur la pression insistante d'un animateur, un participant est obligé de parler, il va multiplier les proverbes et les références à des mythes locaux, mais les débats ne vont pas progresser. Si ceux-ci s'animent soudain, si tous les participants tentent de s'exprimer en se coupant même mutuellement la parole, c'est que l'on a abordé un thème dépourvu d'enjeux (parler, par exemple, de la localisation d'une prise d'eau dont on sait très bien qu'elle ne sera jamais réalisée, puisque le principal notable a déjà fait savoir qu'il n'en voulait pas).

De toutes façons, les assemblées dites participatives ne constituent souvent qu'un leurre. Le jeu est très souvent (on a envie de dire presque toujours) biaisé. D'abord, au niveau des objectifs que sont supposés se fixer les villageois ; ensuite, dans la volonté qu'on leur prête de créer des associations et des groupements pour réaliser ces objectifs.

La véritable initiative n'appartient à peu près jamais aux villageois. En fait, des experts ou des animateurs leur ont « suggéré », plus ou moins discrètement, de demander tel ou tel type d'appui à des bailleurs de fonds pour réaliser tel ou tel objectif qui, justement, correspond exactement aux stratégies des experts. Il n'y a là, bien entendu, aucune coïncidence. La docilité des villageois présentant une « bonne » demande leur garantit que des fonds leur seront effectivement « baillés ». Ils ne le seraient probablement pas si une demande fondée sur un réel consensus villageois n'était pas tout à fait conforme aux stratégies des bailleurs.

L'idée de former des associations ou des groupements n'est absolument pas conforme à l'idiosyncrasie paysanne de Madagascar, au moins dans l'Ouest et le Sud-Ouest. Dans ces sociétés, les lignages constituent les meilleures des associations possibles, incluant solidarité, confiance mutuelle, respect d'une autorité centrale. On peut aussi imaginer des associations qui regrouperaient plusieurs lignages alliés où l'on retrouverait à peu près ces caractéristiques positives. Seulement les associations « à l'occidentale » sont boiteuses aux yeux de la logique traditionnelle. On associe des gens appartenant à plusieurs lignages qui sont probablement en situation de rivalité dans la vie quotidienne. Sous l'influence d'animateurs « modernes » ou imprégnés de culture occidentale, on va favoriser l'émergence de leaders jeunes, dynamiques et, si possible, diplômés, choisis pour leur aptitude à parler français ou à s'entretenir avec le *Fanjakana*. Malheureusement, il existe de fortes chances pour que ces personnes n'aient aucune autorité fondée sur leur appartenance lignagère ou sur leur statut généalogique. Les

qualités qui les ont fait choisir (leur « modernisme », la maîtrise du français, un certain type d'ambition, etc.) peuvent justement avoir suscité à leur rencontre une certaine animosité des vrais détenteurs du pouvoir local qui ressentent leur ambition et leur arrogance. Le jeune leader qui ne bénéficie pas de la bénédiction et de la protection des anciens ne parviendra jamais à s'imposer. Il peut même faire l'objet d'une discrète mise à l'index qui conduira l'association à de cinglants échecs, dont il sera difficile d'analyser la vraie cause car nul n'en parlera bien entendu. Les jeunes villageois les plus avides de s'instruire ne sont d'ailleurs pas les enfants de *mpañarivo* (28). Au contraire, ils sont issus des groupes à plus bas statut. Malgré les apparences et le silence de plomb qui pèse sur ce problème, un ancien « noble » n'acceptera jamais une décision, même excellente, prise par un « bureau » d'une association où figure l'un de ses anciens dépendants.

Un tel système présente évidemment de nombreux effets pervers. En particulier, les bénéficiaires y font seulement semblant de s'approprier le projet et la probabilité que la réalisation soit délibérément biaisée, en faveur d'intérêts privés peu explicites, reste très grande. Cela est d'autant plus grave que les vrais détenteurs du pouvoir local n'ont généralement pas intérêt à voir triompher des stratégies de projet de développement, car ils sont, à peu près toujours, les premiers bénéficiaires du pillage organisé des ressources locales et ils éprouveront probablement une certaine satisfaction à voir l'échec de programmes auxquels on ne les a nullement associés, mis en œuvre par des gens qui ne leur ont jamais attribué le respect qu'ils pensent mériter.

De vraies dynamiques, involontaires, dans le sillage du modèle participatif

Malgré leurs faiblesses et leur absence de spontanéité, associations et groupements existent cependant bel et bien. De même, il est clair que les projets de développement ne subissent pas que des échecs. Certains programmes réussissent, des groupements parviennent à durer, des projets obtiennent des résultats même si ce ne sont pas exactement ceux que l'on souhaitait au départ.

On pourrait résumer tout cela en deux remarques assez brutales, mais certainement fondées dans l'actualité à Madagascar :

- à force de faire semblant d'exister, une partie des associations et des groupements créés artificiellement ont fini par exister vraiment un tant soit peu ;
- à force d'assister à des ateliers, à des stages et à des formations diverses et à force de faire semblant de diriger des associations devenant progressivement réelles, des ruraux d'un style nouveau commencent à émerger, au moins dans l'Ouest, et à acquérir une compétence qui n'est pas imaginaire dans la gestion d'associations paysannes.

Un potentiel associatif de moins en moins imaginaire

Ainsi, en 1998, la Coopération suisse avait demandé de faire le point sur les vraies dynamiques associatives de divers groupements créés dans le cadre d'un grand projet de protection des forêts de la côte Ouest pour faciliter la distribution de crédits et la commercialisation. Une telle initiative n'était pas spontanée, car on avait voulu créer de toutes pièces des groupements pour n'avoir pas à négocier avec un trop grand nombre d'interlocuteurs. Les groupes s'étaient formés ensuite tant bien que mal, en utilisant assez largement les structures lignagères. Après trois ou quatre années de fonctionnement, le diagnostic d'un expert restait donc très pessimiste : « Dans la situation

(28) Les fils de *mpañarivo*, vivement encouragés en cela par les hommes de leur lignage, ne s'intéressent nullement à l'école (l'instituteur de brousse, pauvre, méprisé et alcoolique, constitue le modèle parfait du destin d'« intellectuel » qu'il convient de ne pas imiter), mais cherchent surtout à acquérir une expérience de bouvier.

actuelle, les perspectives de viabilité des groupements et de dynamique associative de la base sont faibles. [...] Le passage du stade de groupements induits [...] à celui de dynamique associative propre a visiblement du mal à s'opérer. [...] Les fondements de l'existence propre des groupements restent fortement tributaires de l'intervention [extérieure]. On ne se trouve donc pas en présence d'un phénomène associatif qui se construit sur des bases internes et qui se développe selon sa propre dynamique » (29).

A la fin de 2001, soit trois ans et demi plus tard, on constate sur le terrain que ce diagnostic était juste. La plupart des groupements ne fonctionnent plus. Ceux qui le font encore ont bénéficié, dans diverses conditions, d'aides exceptionnelles. Toutefois, on a vu apparaître dans la zone, et presque spontanément, plusieurs types d'associations (de producteurs de miel, de collecteurs de plantes médicinales, etc.) moins marquées par l'influence extérieure que les premiers groupes de caution solidaire. Si les villageois ont encore besoin d'aide pour lancer un groupement ou effectuer toutes les démarches administratives indispensables, il semble donc que, une fois le groupe formé, ce dernier parvient à fonctionner à peu près seul, au moins pendant quelques années. On peut donc prévoir que, progressivement, les gens apprendront à distinguer les cas dans lesquels ils ont intérêt à créer une association véritable, ainsi qu'à appréhender les moyens de faire fonctionner celle-ci et, peut-être un peu plus tard, d'en assurer la pérennité.

De nouveaux acteurs locaux issus des logiques participatives

Dans l'Ouest rural au moins, on assiste probablement à l'apparition d'une catégorie sociale nouvelle que, faute de mieux et non sans humour, certains ont désigné sous le terme d'« animés ». Il s'agit de jeunes paysans alphabétisés, parfois titulaires d'un BEPC ou, exceptionnellement, d'un baccalauréat, qui ont été invités à participer à de multiples « ateliers », « stages » ou « sessions de formation ». Ayant travaillé avec un grand nombre d'animateurs, ils ont fini par acquérir, avec le temps, un style, un langage, une façon de comprendre le discours du développement qui les rendent précieux pour les agents de projets. Ils constituent ainsi une excellente interface entre les « animateurs » *vazaha* et le reste de la population. Personne ne s'étonne donc de les voir occuper des fonctions de responsabilité dans les bureaux des diverses associations, plus ou moins « spontanées », qui sont créées dans le sillage de tous les projets de quelque importance.

Les détenteurs du pouvoir traditionnel, *mpitoka* ou *mpañarivo*, ne semblent guère voir d'inconvénient à cette mise en avant de personnes qui sont encore subalternes dans leur logique, car ils ne sont pas âgés et ils n'appartiennent pas forcément à un lignage localement prestigieux. Ces réticences sont d'autant plus faibles que, si les jeunes « animés » sont suffisamment intelligents et diplomates, ils peuvent avoir l'habileté de continuer à se plier à la discipline traditionnelle. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, ils pourront poursuivre une certaine ascension sociale. Si, très naïvement, ils se croient assez forts pour heurter de front l'autorité des deux ou trois grands notables locaux, leur ascension sera immédiatement brisée.

Des dynamiques nouvelles, mais non celles attendues

Sur ce point, un exemple paraît très révélateur. A F. (non loin de Morondava), la forêt proche du village était régulièrement pillée par des exploitants forestiers indo-pakistanaïsi qui, avec (ou sans) autorisation des Eaux et Forêts, coupaient de très beaux palissandres vendus très cher en ville. Selon les experts forestiers, il devenait nécessaire d'interrompre cette exploitation pendant quelques années pour éviter que le palissandre ne disparaisse

(29) P. Kwan, *Rapport de la mission d'appui effectuée auprès du programme Menabe sur le thème de la « dynamique associative »*. Programme Menabe, Intercoopération, mars 1998, Morondava, 17 p.

définitivement de la zone. Dans le cadre de la Gelose, un comité villageois de gestion a été formé, pour théoriquement veiller à ce que plus personne ne coupe de palissandre, toute autorisation étant par ailleurs définitivement refusée. En fait, un acheteur prêt à en payer le prix pourra toujours obtenir du palissandre à condition de ne faire qu'une demande verbale à un membre du comité qui fera en sorte de le livrer aussi discrètement que possible ; la livraison s'effectuera généralement de nuit, aussi loin que possible de F. Si la situation n'a donc guère changé en ce qui concerne les torts causés à la forêt, en revanche, la contrepartie monétaire des exactions revient désormais dans le circuit villageois. Les mentalités pourraient donc évoluer assez rapidement, car cette procédure certes encore « malhonnête » et biaisée paraît cependant constituer un progrès significatif dans la mesure où les villageois commencent à prendre ainsi réellement conscience du fait qu'il s'agit de « leur » forêt et que les ressources de cette forêt dépendent véritablement de la façon dont les nouveaux gestionnaires savent en user.



Pour conclure

La situation actuelle de l'Ouest malagache est évolutive. Bien des choses paraissent pouvoir s'y produire, y compris dans un avenir proche, sans qu'elles soient aisées à prévoir ni conformes aux vœux des divers intervenants du développement.

De multiples initiatives d'origine extérieure cherchent aujourd'hui s'appuyer sur un niveau local, autrefois oublié que l'on entend réhabiliter systématiquement dans une perspective souvent généreuse. Il s'agit de protéger un environnement que l'on sent comme extrêmement menacé par les divers dysfonctionnements des sociétés villageoises. Il s'agit aussi de redynamiser un développement que l'on souhaite plus raisonnable, moins porté à une productivité aveugle et destructrice.

Toutefois, les stratégies adoptées pour que ces initiatives réussissent sont extrêmement paradoxales.

- Dans un contexte mondial où l'autoritarisme a été banni et l'esprit démocratique fortement exalté, on a choisi de s'appuyer sur des initiatives locales qui, en réalité, n'existent pas et dont l'apparition spontanée est d'ailleurs peu vraisemblable. Pour crédibiliser cette option, on suggère donc aux villageois de formuler un certain nombre de demandes et de les présenter comme il convient, selon les règles en vigueur. Les villageois se prêtent d'autant mieux à cet effort qu'on leur a promis qu'ils pourraient ainsi recevoir des fonds non négligeables. La promesse est d'ailleurs généralement tenue, ce qui incite les autres villages à suivre l'exemple.

- Pour favoriser la mise en place des procédures destinées à faire aboutir ces initiatives imaginaires, on s'appuie sur des institutions locales qui n'existent pas. On feint de croire en leur existence, car tous les bailleurs de fonds, eux, y croient. Il s'agit d'associations et de groupements locaux supposés fonctionner sur la base d'une logique participative tout à fait contraire à l'idiosyncrasie villageoise et qu'on ne pourra sans doute avant longtemps faire entrer définitivement dans les mœurs. Néanmoins, tout le monde a intérêt au faux-semblant : les villageois parce qu'ils obtiennent ainsi des financements significatifs et des aides diverses, les responsables des projets parce qu'ils croient se placer sur la voie du succès, les bailleurs de fonds parce que cela calme leurs inquiétudes...

- En procédant ainsi, on espère réaliser des objectifs qui, au fond, demeurent spécifiquement *vazaha* : protéger la forêt, les lémuriens ou des plantes rares ; combattre l'endémicité ou diffuser des formes modernes de crédits à des gens plus habitués à l'usure ou à d'autres types de prestations et de contre-prestations ; tenter de former des « associations d'usagers » dépassant largement le cadre associatif traditionnel. Beaucoup de ces objectifs sont encore très loin de faire partie des logiques villageoises spontanées.

Le paradoxe ne s'arrête pas là. Car cet entrecroisement de projets imaginaires sur des idées fictives et des institutions qui n'existent pas vraiment finit par produire des phénomènes bien réels, quoique n'ayant pas grand-chose à voir avec les projets qui sous-tendent tous ces efforts.

En fin de compte, les progrès de l'Ouest malgache rural semblent considérables par rapport aux situations constatées dans les années 1960 ou 1970. Cependant, le regard, pourtant bienveillant, d'un anthropologue, évite difficilement de le conduire au pessimisme, en devant constater à quel point l'écart reste grand entre bonnes intentions d'origine externe et réalités endogènes.

Trimestriel N° 202-203 avril-septembre 2002

Afrique contemporaine

Numéro spécial

**Madagascar
après la tourmente :**
regards sur dix ans
de transitions
politique et économique

sous la direction de
François Roubaud

La **documentation** Française



Madagascar après la tourmente :

regards sur dix ans de transitions
politique et économique

Introduction

Croissance économique et crise politique :
Madagascar refuse-t-elle le développement ?

François Roubaud

p. 3

Première partie

Les enjeux politiques et sociaux : la démocratie ne se décrète pas

1991-2002 : le difficile apprentissage de la démocratie

Jean-Eric Rakotoarisoa

p. 15

Le pouvoir judiciaire au cœur de la crise institutionnelle
à Madagascar

André Roger

p. 27

Presse et développement à Madagascar : quand la société
établie prend la relève d'une censure officiellement abolie

Christian Chadeaux

p. 45

Les relations entre « ethnies » à Madagascar :
une problématique souvent mal posée

Janine Ramamonjisoa

p. 55

Seconde partie

Un essor économique en question : la croissance ne suffit pas

Madagascar à la croisée des chemins :
la croissance durable est-elle possible ?

Mireille Razafindrakoto et François Roubaud

p. 75

Quel avenir pour les paysans de Madagascar ?

Jean-Hervé Frassin

p. 93

Les sociétés rurales de l'Ouest malgache :
des transformations profondes et complexes p. 111
Emmanuel Fauroux

TVA et agriculture : Madagascar, un cas emblématique p. 133
Catherine Araujo Bonjean, Gérard Chambas et Emilienne Raparson

Les entreprises franches à Madagascar :
atouts et contraintes d'une insertion mondiale réussie p. 147
Mireille Razafindrakoto et François Roubaud

● **Chronologie**

16 décembre 2001 – 15 mars 2002 p. 165

● **Ecrits sur l'Afrique**

Ouvrages et monographies

par régions et par pays p. 189

par thèmes p. 196

Livres reçus p. 200